

Décret n° 2017-867 du 9 mai 2017 relatif au répertoire numérique des représentants d'intérêts — Annexe

[Séquestration et privation de liberté en contexte sectaire](#)[Lois et décrets \(LODA\)](#)[Modifie](#)

Date	23/06/2020
Juridiction / Nature	DECRET
NOR / Numéro	ECFM1706418D
URL Légifrance	https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000034633293

RÉSUMÉ OFFICIEL LÉGIFRANCE

[...] Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires ; -Commission d'accès aux documents administratifs ; -Commission du secret de la défense nationale ; -Contrôleur général des lieux de privation de liberté [...]

[...] Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires ; -Commission d'accès aux documents administratifs ; -Commission du secret de la défense nationale ; -Contrôleur général des lieux de privation de liberté [...]

[...] Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires ; -Commission d'accès aux documents administratifs ; -Commission du secret de la défense nationale ; -Contrôleur général des lieux de privation de liberté [...]

TEXTES VISÉS

Le Premier ministre, Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie, Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 112-9 ; Vu la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment ses articles 18-1 à 18-10 ; Vu la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, notamment son article 25 ; Vu l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ; Vu le décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ; Vu l'avis de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique en date du 5 avril 2017 ; Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 13 avril 2017 ; Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu, Décrète :

RÉFÉRENCE

DECRET ECFM1706418D du 23 juin 2020, « Décret n° 2017-867 du 9 mai 2017 relatif au répertoire numérique des représentants d'intérêts – Annexe ». Disponible sur Légifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000034633293> (consulté le 20 juin 2026).